



ROBERT GAUTHIER/LOS ANGELES TIMES VIA GETTY IMAGES

L'anarchie intentionnelle

Le régime Obama-Biden radical sème le chaos à la frontière sud pour provoquer une guerre civile.

- Stephen Flurry et Andrew Miiller
- [21/05/2024](#)

Le gouvernement radical de Washington n'est pas incompetent : il est immoral. Le président des États-Unis a le devoir constitutionnel de faire appliquer les lois fédérales protégeant les 50 États, y compris les lois sur l'immigration conçues pour protéger les citoyens américains des envahisseurs étrangers. Malgré cette responsabilité, l'administration Biden a permis à 7,3 millions d'étrangers de franchir la frontière sud des États-Unis depuis que Joe Biden a prêté serment.

Ce chiffre est supérieur à la population de chacun de 36 des 50 États. Et à moins que le rythme de l'immigration clandestine ne ralentisse considérablement, l'année fiscale 2024 battra le record de l'année dernière, avec 2 475 669 passages à la frontière sud-ouest.

Une telle négligence a des conséquences concrètes. Les réseaux latino-américains de trafic de drogue se développent dans le pays, les décès par surdose augmentent et des filles aussi jeunes que *11 ans* sont vendues comme esclaves sexuelles.

PT_FR

Pourtant, l'une des conséquences les plus négligées de la catastrophe frontalière intentionnelle de Biden est *lacrise constitutionnelle*.

Une constitution est un ensemble de principes qui régissent un État. En vertu d'une constitution, les individus abandonnent certains droits au gouvernement en échange de la sécurité. Chacun des 50 États a renoncé au droit de conclure des traités avec des puissances étrangères et de faire la guerre à moins d'être réellement envahi (article I, section 10, clause 3 de la Constitution des États-Unis). En échange de ces concessions, le gouvernement fédéral a garanti à chaque État de l'Union une forme républicaine de gouvernement et une protection fédérale contre les invasions étrangères.

En refusant de fermer la frontière sud des États-Unis, Joe Biden a violé son serment d'exécuter fidèlement les lois sur l'immigration adoptées par le Congrès et a rompu l'accord fondamental entre le gouvernement fédéral et les États. Il s'agit là d'une grave crise constitutionnelle. Mais ce n'est que le début de la trahison du régime Biden.

En plus de refuser d'appliquer elle-même la législation américaine sur l'immigration, l'administration Biden se mobilise maintenant pour empêcher l'État du Texas d'appliquer la loi. Ce n'est pas que l'administration Biden soit trop paresseuse ou

incompétente pour effectuer son travail. Elle est plutôt du côté des étrangers en situation irrégulière !

La bataille pour le Texas

Dès son premier après-midi au pouvoir, Joe Biden a signé 17 décrets présidentiels balayant la réponse à la pandémie, les plans environnementaux, le programme économique et les politiques d'immigration du Président Donald Trump. L'un de ces décrets a interrompu la construction du mur frontalier de Trump avec le Mexique et a encouragé une caravane de 8 000 migrants d'Amérique centrale à se diriger vers les États-Unis. Lorsque Biden n'a rien fait pour empêcher cette caravane d'arriver, les passages illégaux à la frontière sud se sont multipliés par six—passant de 1 000 par jour à plus de 6 000 par jour.

Le gouverneur du Texas, Greg Abbott, a attendu plus d'un an que l'administration Biden s'acquitte de son devoir constitutionnel. Pourtant, avec des millions de personnes originaires de plus de 160 pays qui traversent la frontière, Abbott ne pouvait pas se permettre d'attendre plus longtemps. Le 7 juillet 2022, il a émis un décret autorisant la Garde nationale du Texas et le Département de la sécurité publique du Texas à arrêter les migrants et à les expulser vers le Mexique.

Abbott a invoqué la Constitution des États-Unis pour justifier sa décision, déclarant que le refus de Biden de protéger le Texas d'une invasion « a contraint l'État du Texas à construire un mur frontalier, à déployer des forces militaires nationales et à conclure des accords tels que décrits dans l'article I, section 10, de la Constitution des États-Unis afin de sécuriser l'État du Texas et de repousser l'immigration illégale qui finance les cartels ». Il est difficile de contester son raisonnement. La frontière sud est en train de subir une invasion.

Le Texas a également commencé à installer des barbelés le long du Rio Grande pour dissuader les étrangers en situation irrégulière de traverser. Plutôt que de remercier le Texas d'effectuer son travail, les agents fédéraux de la patrouille frontalière sont venus derrière les agents texans pour soulever ou couper les barbelés. Le procureur général du Texas, Ken Paxton, a poursuivi l'administration Biden pour ce comportement anarchique, mais en novembre, un juge fédéral a rejeté sa demande d'empêcher la patrouille frontalière de rouvrir la frontière.

Paxton a fait appel de cette décision devant la Cour suprême des États-Unis. Le 22 janvier, la Cour a rendu un arrêt autorisant la patrouille frontalière à continuer d'exécuter les ordres de Biden. Cette décision n'est probablement pas le dernier mot de la Cour sur cette question.

Ce procès révèle l'esprit contraire à la loi de l'administration Biden. Au cours des trois dernières années, le Texas a dépensé 11 millions de dollars pour l'achat de 70 000 rouleaux de fil de fer barbelé, et l'administration Biden a littéralement détruit des biens de l'État pour éliminer les quelques obstacles qui empêchent des millions d'immigrants illégaux de s'infiltrer dans le pays. Plutôt que de protéger le Texas contre les envahisseurs, Biden facilite l'invasion.

Une crise constitutionnelle est en cours. Le 24 janvier, le gouverneur Abbott a déclaré que l'administration Biden avait « rompu le pacte entre les États-Unis et les États ». Et comme l'article I, section 10, clause 3 de la Constitution américaine stipule qu'« aucun État ne pourra, sans le consentement du Congrès [...], conclure un accord ou un pacte avec un autre État ou avec une puissance étrangère, ni s'engager dans une guerre, à moins d'être réellement envahi », Abbott a donné l'ordre à la Garde nationale du Texas de continuer à déployer des barbelés pour ralentir l'invasion.

Transformation fondamentale

Nombreux sont ceux qui peinent à comprendre ce que l'administration Biden tente d'accomplir en se battant contre le Texas sur cette question. Le 23 janvier, un journaliste de *Fox News* a posé au porte-parole de la sécurité nationale, John Kirby, la question que se posent des millions d'Américains : « Pourquoi facilitez-vous l'entrée des clandestins dans le pays ? » Kirby a d'abord esquivé la question, mais a fini par admettre que la patrouille frontalière coupait les barbelés pour obtenir « l'accès dont elle a besoin pour mieux traiter les personnes qui tentent de franchir la frontière ».

Vous avez bien lu ! La patrouille frontalière ne veut pas que les barbelés servent à dissuader les entrées illégales. Elle veut au contraire faciliter le passage des étrangers illégaux en situation irrégulière à travers la frontière et à l'intérieur du pays. Depuis janvier 2021, l'administration Biden a libéré près de 3,5 millions de personnes aux États-Unis en leur demandant de revenir plus tard pour leur audience, tout en sachant que la plupart d'entre elles ne se présenteront pas.

Trevor Loudon, expert en communisme et collaborateur à *l'Epoch Times*, a noté qu'il suffirait de 15 à 25 millions d'électeurs démocrates supplémentaires pour transformer l'Amérique en une dictature à parti unique, et que le meilleur moyen d'obtenir ces électeurs est d'ouvrir la frontière méridionale. Biden ne se soucie donc pas du fait qu'une majorité d'Américains ne sont pas d'accord avec la manière dont il gère la crise frontalière, car il ne cherche pas à accroître sa popularité auprès des Américains. L'immigration clandestine et la fraude électorale sont des moyens de se maintenir au pouvoir.

De nombreux agents frontaliers sont furieux des ordres donnés par Biden et par le secrétaire à la Sécurité intérieure Alejandro Mayorkas (qui a été destitué par la Chambre des représentants pour son rôle dans la crise frontalière). Si vous êtes un agent de la patrouille frontalière, vous devez choisir entre obéir aux ordres d'ouverture de la frontière—ou désobéir aux ordres, sombrer dans les querelles intestines et aggraver l'effondrement de l'État de droit en Amérique.

C'est exactement le genre de dilemme entre le non-respect de la loi et l'anarchie que Joe Biden et, bien plus encore, Barack Obama, aiment imposer par leur pouvoir ! Joe Biden a comparé les « républicains MAGA » à des terroristes islamistes, tandis qu'Obama les a qualifiés de gens amers qui s'accrochent aux armes et à la religion. Ces dirigeants ne veulent pas défendre

les Américains conservateurs contre les agents des cartels de la drogue et les socialistes latinos. Leur objectif est d'utiliser l'immigration illégale comme une arme pour transformer fondamentalement l'Amérique en une nation socialiste.

Comme d'autres radicaux, Obama pense que l'Amérique est une société raciste qui doit expier ses démons par des concessions spéciales, des réparations en bloc et une guerre culturelle. Mais il sait qu'il faut masquer ce radicalisme. Il essaie donc de faire croire que la crise frontalière est le résultat de l'incompétence de son président fantôme sénile, Joe Biden, alors qu'il s'agit en réalité d'un assaut calculé contre les citoyens américains, destiné à provoquer une guerre civile avec tout conservateur ayant assez de courage pour défendre la Constitution.

Désobéissance civile

Vingt-six procureurs généraux républicains ont envoyé une lettre à l'administration Biden le 29 janvier pour défendre la décision du gouverneur Abbott de continuer à poser des barbelés et demander à Biden « d'appliquer les lois qui sécurisent la frontière méridionale ». Les procureurs généraux représentaient l'Alabama, l'Alaska, l'Arkansas, la Floride, la Georgie, l'Idaho, l'Indiana, l'Iowa, le Kansas, le Kentucky, la Louisiane, le Mississippi, le Missouri, le Montana, le Nebraska, le New Hampshire, le Dakota du Nord, l'Ohio, l'Oklahoma, la Caroline du Sud, le Dakota du Sud, le Tennessee, l'Utah, la Virginie, la Virginie-Occidentale et le Wyoming. Cela signifie qu'une majorité d'États estiment que nous traversons une crise constitutionnelle.

« Il n'est pas exagéré de dire qu'il s'agit de la pire crise constitutionnelle depuis la guerre de Sécession et que nous nous trouvons en terrain inconnu », écrit le *Fédéraliste*. « Il est arrivé dans notre histoire qu'un État défie l'application des lois fédérales, mais nous n'avons jamais été confrontés à une situation où le gouvernement fédéral a *refusé* d'appliquer ses lois et les a même violées. Et parce que la crise frontalière implique la question sécuritaire, l'affirmation de l'autorité de l'État par Abbott va droit au cœur de la question qui nous occupe, qui est celle des premiers principes : un État a-t-il le droit de se défendre, de préserver son existence face à une invasion ? (25 janvier).

C'est une question sérieuse ! Le gouverneur Abbott a raison de dire que l'article IV de la Constitution des États-Unis garantit à chaque État que le gouvernement central « protégera chacun d'eux contre toute invasion ». Et il a raison de dire que Biden a rompu ce pacte, et ce n'est pas par accident. Les procureurs généraux peuvent le constater. Mais la question demeure : que feront ces États si l'administration Biden continue de piétiner la Constitution des États-Unis ? Abandonneront-ils et laisseront-ils les démocrates radicaux continuer à importer des électeurs d'Amérique centrale jusqu'à ce que l'Amérique soit aussi socialiste que le Nicaragua ? Ou suivront-ils l'exemple du Texas et défieront-ils le gouvernement fédéral s'il le faut ?

Abbott a certainement de nombreuses raisons juridiques de ne pas tenir compte de l'administration Biden. Cependant, tout comme un agent de la patrouille frontalière qui défie les ordres constitue un dangereux précédent, un État qui défie les ordres constitue un dangereux précédent. Si d'autres États commencent à ignorer des ordres fédéraux qui sont *constitutionnels*, ce qui reste de l'État de droit finira par céder la place à l'anarchie ou au règne de la force brute. Barack Obama travaille sans relâche à la réalisation de ces deux objectifs.

Dans sa déclaration du 24 janvier, Abbott a rappelé que l'article I de la Constitution des États-Unis stipule qu'un État ne doit pas « s'engager dans une guerre, à moins d'être effectivement envahi, ou de se trouver dans une situation de danger si imminent qu'il ne peut être différé ». Cette disposition d'urgence a été incluse par les Pères fondateurs afin qu'un État puisse repousser une attaque surprise que le gouvernement fédéral n'était pas prêt à repousser. Aujourd'hui, le Texas a recours à une clause de *guerre* pour repousser une invasion—une invasion que les radicaux du gouvernement fédéral facilitent activement à des fins sinistres.

Lorsque les États commencent à invoquer l'article IV, section 4, de la Constitution des États-Unis, les choses deviennent sérieuses ! Plus de 600 000 personnes sont mortes pendant la guerre de Sécession ; une deuxième guerre civile serait probablement encore plus meurtrière !

Guerre civile

La crise frontalière est l'une des nombreuses questions qui divisent profondément les États-Unis. Avec la crise des élections volées, pourrait-elle amener Donald Trump à conduire certains États à faire sécession ?

Dans son article de juillet 2021 intitulé « [Que se passera-t-il une fois que Trump retrouvera le pouvoir](#) », notre rédacteur en chef a expliqué que le Président Donald Trump était le vainqueur légitime de l'élection de 2020. Il a ajouté que la Bible prophétise le retour de Trump au pouvoir, mais qu'il « devra se battre pour y arriver. Il ne s'agit pas nécessairement d'une action militaire, mais ça pourrait certainement l'être. Le président Trump pourrait également conduire certains États à faire sécession de l'Union. »

Même si la crise constitutionnelle américaine ne se termine pas par une sécession littérale, comme ce fut le cas lors de la guerre de Sécession originale, la Bible prophétise que de profondes divisions politiques détruiront la nation si la situation ne change pas radicalement.

Cet article a également expliqué que le Président Trump est un accomplissement prophétique du roi Jéroboam II dans 2 Rois 14 : 26-28. Ces versets déclarent : « Car l'Éternel vit l'affliction d'Israël à son comble et l'extrémité à laquelle se trouvaient réduits esclaves et hommes libres, sans qu'il y eût personne pour venir au secours d'Israël. Or l'Éternel n'avait point résolu d'effacer le nom d'Israël de dessous les cieux, et il les délivra par Jéroboam, fils de Joas. Le reste des actions de

Jéroboam, tout ce qu'il a fait, ses exploits à la guerre, et comment il fit rentrer sous la puissance d'Israël Damas et Hamath qui avaient appartenu à Juda, cela n'est-il pas écrit dans le livre des Chroniques des rois d'Israël ? »

Cela signifie que le Président Trump devra se battre pour récupérer la fonction qui lui a été volée. Il se bat déjà contre la loi, et il est probable qu'il devra se battre contre la guerre aussi.

Une prophétie dans Ézéchiël 5 : 12 révèle qu'*un tiers* de la population de l'Amérique et de la Grande-Bretagne du temps de la fin mourra de la peste, de la famine et de la violence qui résulteront de la guerre civile. Cela équivaut à plus de 100 millions de morts dus aux émeutes et à la guerre aux États-Unis—170 fois plus que lors de la guerre de Sécession ! (Demandez notre livre gratuit *Ézéchiël—prophète du temps de la fin* pour plus d'explications sur cette prophétie). Un bilan aussi monstrueux ne résulte pas d'une simple vague de criminalité ou de quelques protestations politiques. Ce type de malédiction nécessite des forces militaires rivales en désaccord les unes avec les autres, ce qui indique une profonde division même au sein de l'armée.

Le Président Trump pourrait sceller la frontière lorsqu'il reprendra ses fonctions, mais il ne pourra pas guérir la profonde division politique entre les États rouges et les États bleus. Seul Dieu peut guérir cette division, mais tous les Américains doivent d'abord comprendre pourquoi une telle corruption s'est enracinée dans notre gouvernement. Que vous soyez démocrate ou républicain, vous devez reconnaître l'avertissement de Dieu et vous tourner vers le seul espoir qui reste : la repentance envers Dieu !